



**Rapport d'activité et plan de travail
Janvier - mars 2004**

www.mdrp.org



Rapport d'activité et plan de travail

Janvier - mars 2004

1. Le présent rapport fait le point des activités menées dans le cadre du Programme multi-pays de démobilisation et de réinsertion (MDRP) depuis la parution du précédent rapport trimestriel (octobre à décembre 2003). Il s'articule autour des quatre composantes du MDRP : i) programmes nationaux de démobilisation et de réinsertion ; ii) projets spéciaux ; iii) activités régionales ; et iv) gestion globale du programme. Le présent rapport comprend également en annexes un tableau qui fait le point des projets spéciaux, un état financier non vérifié du Fonds fiduciaire du MDRP et un plan de travail révisé pour la période avril – juin 2004.

I. Programmes nationaux

Angola

2. La portion de l'ADRP bénéficiant d'un appui de la Banque et du MDRP est entrée en vigueur le 2 mars 2004, ce qui a permis le décaissement de la première tranche de 33 millions de dollars du don accordé par l'IDA au gouvernement pour les activités de réinsertion. Les activités poursuivies dans le cadre du projet spécial financé par le PNUD et la FAO (voir détails ci-après) ont généré une accumulation de sous-projets de réinsertion qui doivent être financés par des dons de l'IDA et du MDRP. L'IRSEM a tenu une série de réunions avec les bailleurs de fonds et les organismes d'exécution partenaires pour présenter les procédures d'exécution convenues et prévoit d'organiser un atelier national à la fin du mois d'avril. L'UNITA ayant exprimé des réserves au sujet de sa participation au processus global, la Banque mondiale a examiné ces préoccupations avec le gouvernement, l'UNITA et les bailleurs de fonds et continuera à suivre les modalités de leur participation au projet aux niveaux municipal, provincial et national. La Banque mondiale a mené une mission de supervision en février et communiqué l'aide-mémoire de la mission à tous les partenaires.

Burundi

3. Le Conseil d'Administration de la Banque mondiale a approuvé un don de 33 millions de dollars de l'IDA en l'appui du Programme national de démobilisation, de réinsertion et de réintégration (DRRP) le 18 mars 2004. Le décaissement initial des ressources de l'IDA est soumis à trois conditions d'entrée en vigueur : i) décret définissant le statut de combattant ; ii) ordre ministériel définissant le statut de « gardien de la paix et militant combattant » ; et iii) préparation d'un manuel d'exécution du programme. Ces conditions devraient être satisfaites par le gouvernement d'ici au 15 mai 2004.

4. Le Plan d'opérations conjointes a été défini dans ses grandes lignes en janvier 2004. Il n'a cependant pas pu être finalisé en raison de l'incapacité des membres de la Commission mixte de cessez-le-feu à s'entendre sur les critères définissant le statut de combattant. Le Secrétariat du

MDRP a poursuivi ses efforts de sensibilisation des parties sur la nécessité de parvenir à un accord sur ce point avant d'entamer les activités de démobilisation.

5. Le gouvernement a confirmé que deux centres de démobilisation (Gitega et Randa) seraient à la disposition du DRRP au milieu du mois de mars 2004. Le Centre d'opérations conjointes (Secrétariat exécutif de la NCDRR et AMIB) met actuellement au point les plans de réhabilitation de ces sites. Le Secrétariat exécutif de la NCDRR pense être en mesure d'entamer les activités de démobilisation d'ici juin 2004. La disponibilité d'un troisième centre pour la démobilisation des forces armées burundaises (FAB) reste à confirmer.

6. La distribution de vivres et autres articles de première nécessité aux combattants regroupés sur les sites se poursuit. Un comité de pilotage composé des bailleurs de fonds, du Secrétariat exécutif de la NCDRR, de l'AMIB et de l'UNOB a été constitué pour superviser la distribution. Jusqu'à présent, toutefois, il s'est avéré difficile de vérifier le nombre de personnes regroupées sur les sites et de surveiller la distribution des vivres. Le Comité de pilotage prévoit de renforcer l'aide à la vérification et au suivi et a demandé à l'AMIB de lui prêter main-forte. Les difficultés rencontrées dans la gestion de ce processus soulignent l'importance d'entamer les activités d'intégration militaire et de démobilisation le plus rapidement possible.

7. La planification du processus d'intégration militaire n'a pas avancé au même rythme que celle du processus de DDR. Il y a de fortes chances que les activités de démobilisation soient retardées par l'absence d'un plan crédible d'intégration militaire.

Rwanda

8. Le programme national de démobilisation et de réinsertion (RDRP) continue à se dérouler de manière satisfaisante. Au 31 mars 2004, 19 282 combattants avaient été démobilisés dans le cadre de la phase en cours du programme, parmi lesquels 15 202 membres de l'armée nationale, et 4 080 membres des groupes armés rwandais. La lenteur du rapatriement des membres des forces armées rwandaises de la RDC, qui a de nouveau ralenti après une accélération durant les derniers mois de 2003, continue de limiter la contribution de ce programme à la stabilisation régionale.

9. La RDRC continue à centrer ses efforts sur la fourniture d'une aide efficace à la réinsertion économique et sociale. L'évaluation rapide récemment effectuée sera complétée par une évaluation indépendante et des enquêtes auprès des bénéficiaires au cours du prochain trimestre. DFID et la RDRC ont conjointement recruté un conseiller à la réinsertion pour aider la RDRC à planifier et mettre en œuvre les activités de réinsertion. D'autre part, le Gouvernement allemand (KFW et GTZ) fournit une aide bilatérale dans le cadre du RDRP axée sur la réhabilitation médicale des anciens combattants invalides et sur la réinsertion communautaire.

10. La RDRC a créé à Ruhengeri un centre spécial pour assurer l'accueil, l'enregistrement et la démobilisation des enfants soldats revenant de RDC. Compte tenu du transfert de la responsabilité des enfants soldats du ministère de l'Administration locale et des Affaires sociales au ministère du Genre et de la Promotion familiale, la RDRC examine actuellement ses partenariats pour la composante du RDRP concernant les enfants soldats. La RDRC travaille en étroite collaboration avec Save the Children-UK pour examiner les procédures appropriées et mettre sur pied une assistance technique. D'autre part, du fait que seulement deux filles soldats

ont été rapatriées de RDC jusqu’à présent, DFID finance une étude pour identifier les tendances éventuelles à exclure les filles soldats du processus de rapatriement de la RDC.

Autres programmes

11. En étroite coopération avec ses partenaires, le Secrétariat du MDRP a continué à appuyer d’autres programmes nationaux en cours d’élaboration.

- RCA Un don de 9,8 millions de dollars du MDTF a été approuvé par le Comité ad hoc local du MDRP en février 2004, après que le comité du Fonds fiduciaire du MDRP ait donné son aval en novembre 2003 à l’idée de mener les activités de DDR en RCA sous la forme d’un projet spécial qui soit géré par le PNUD. Étant donné que la RCA a des arriérés vis-à-vis de la Banque mondiale, une exemption a été accordée pour permettre au MDRP de financer le projet. Du fait que plusieurs accords de don du MDTF ont déjà été signés avec le PNUD, l’accord de don à l’appui de ce projet devrait être signé avant la fin du mois d’avril. Le projet comprend quatre composantes : i) désarmement (financement PNUD) ; ii) réinsertion des anciens combattants (financement MDRP) ; iii) aide aux communautés d’origine et/ou de destination des anciens combattants (financement MDRP) ; et iv) sécurité du désarmement (autres sources de financement).
- Congo. Suite à la proposition de programme national DDR présentée par le gouvernement, il a été convenu lors de la dernière réunion des partenaires du MDRP que des experts indépendants effectueraient une mission pour vérifier les nombres de bénéficiaires proposés et évaluer la validité des critères d’admissibilité proposés dans le programme national. Les termes de référence et la composition de la mission ont été définis en consultation avec le gouvernement et les partenaires du MDRP. Les experts indépendants ont passé le mois de mars au Congo et doivent publier leur rapport le 9 avril et présenter leurs conclusions au gouvernement et aux partenaires du MDRP à Brazzaville le 15 avril 2004. Sur la base des conclusions de cette mission, le Secrétariat du MDRP préparera une liste des options possibles pour examen lors de la prochaine réunion des partenaires du MDRP.
- RDC. La Banque mondiale a effectué une mission de préévaluation du 25 janvier au 6 février 2004 afin de poursuivre les consultations avec le gouvernement et les partenaires du MDRP à Kinshasa sur l’élaboration du programme national DDR. La mission a également travaillé en étroite collaboration avec le gouvernement et les partenaires de la planification de la réforme du secteur de la sécurité pour s’assurer que les liens nécessaires entre les deux processus sont en place. Compte tenu du bon état d’avancement des préparatifs techniques du programme national, la mission a été reclassée au rang de mission d’évaluation. Cette modification a permis à la Banque mondiale d’inviter une délégation congolaise à participer à des discussions techniques à Washington en vue des négociations de façon à accélérer la présentation au Conseil et l’approbation de ce dernier. Ces discussions se sont achevés à la fin du trimestre et les négociations officielles prendront fin mi-avril, ce qui devrait laisser suffisamment de temps pour la présentation au Conseil début mai.

Les discussions techniques ont permis de clarifier et de parvenir à un accord sur les points suivants : i) cadre institutionnel ; ii) programme de réinsertion ; iii) mécanismes de contrôle financier, y compris les modalités de paiement en espèces ; iv) définition des postes et des procédures de recrutement ; v) indicateurs de performance du programme. L’annexe technique sera mise à jour pour inclure les modifications apportées durant ces discussions et sera

distribuée aux partenaires du MDRP sous peu. M. Daniel Kawata, qui a été nommé le 22 mars 2004 à la tête de la CONADER, a pu se joindre à la délégation congolaise et participer aux discussions techniques. Sa participation au processus lui a permis de se familiariser avec l’approche du MDRP et avec le type d’assistance accessible à la CONADER pour préparer la mise en œuvre du programme.

- Ouganda. Les entretiens généraux avec le gouvernement sur les perspectives d’un éventuel programme national de démobilisation et de réinsertion en Ouganda se sont poursuivis durant deux brèves missions du MDRP en janvier, et en février/mars 2004. Ces entretiens ont confirmé qu’un éventuel programme de démobilisation dépendrait en grande partie des conclusions du processus d’examen des questions de défense (Defense Review), qui comprend en particulier un projet de loi sur les forces de défense populaires de l’Ouganda et un Livre blanc soumis au Parlement. Etant donné la situation sécuritaire actuelle dans le pays, il restera probablement difficile de savoir dans quels délais un tel programme pourrait être mis en œuvre, même après l’adoption du Livre blanc par le Parlement. De fait, aucune décision ne sera probablement prise concernant les activités de démobilisation avant la fin du conflit dans le Nord du pays. Les milices dans le Nord et l’Est continuent de recruter et d’armer de nouveaux combattants pour défendre les communautés contre les menaces posées par la Lords Resistance Army. Ces milices sont financées par l’intermédiaire du ministère des Affaires intérieures et armées par les Forces de défense populaires de l’Ouganda (UPDF). Il n’existe actuellement aucun plan de démantèlement de ces groupes. Entre-temps, le gouvernement a pris de nouvelles mesures pour réduire le nombre de « soldats fantômes » au sein de l’UPDF.

II Projets spéciaux

12. À ce jour, 11 projets spéciaux (8 en RDC et 1 chacun en Angola, au Burundi et en Ouganda) ont été ou sont actuellement traités par les Comités locaux ad hoc, le Secrétariat du MDRP et la Banque mondiale. Un point de situation sur les projets spéciaux est présentée ci-après pour chaque pays. On trouvera en Annexe 1 un résumé et l’état d’avancement de chaque projet spécial..

- Angola : La mise en œuvre du projet spécial financé par le PNUD et la FAO avance de manière satisfaisante, fournissant une assistance de base dans le domaine de l’agriculture de subsistance pour la majorité des anciens combattants de l’UNITA démobilisés, et préparant le démarrage des activités de réinsertion économique de l’IRSEM. La FAO a fini de distribuer des intrants agricoles à quelque 50 000 anciens combattants dans la région du *plan alto* à la fin du mois de février et, sous réserve des conclusions d’une mission d’évaluation, la Banque mondiale a recommandé la signature d’un accord entre la FAO et le gouvernement pour achever la distribution à tous les anciens combattants qui n’ont encore pas reçu l’assistance prévue. L’équipe d’assistance technique du PNUD travaille en étroite collaboration avec l’IRSEM pour entamer le processus d’identification et de financement des activités de réinsertion économique, et 32 sous-projets d’assistance à 2 315 anciens combattants ont été lancés dans les provinces de Benguela, Bie, Huambo, Huila et Kwanza Sul. Huit autres sous-projets portant sur quelque 1 600 anciens combattants ont été approuvés à la fin du trimestre.
- Burundi : Les négociations relatives à l’accord de don pour le projet spécial de l’UNICEF se poursuivent dans le but de parvenir à un compromis sur la formulation des clause relative aux règles de gestion financière et de passation des marchés. Entre-temps, le Secrétariat du

MDRP a consulté les partenaires du programme sur la possibilité d’amender les accords administratifs pour permettre à la Banque mondiale de réduire les responsabilités fiduciaires du MDRP vis-à-vis des agences onusiennes. À la clôture du trimestre, un seul bailleur de fonds avait exprimé son intention d’accepter une telle modification.

- RCA : Voir Programmes nationaux au chapitre I.
- RDC : Les quatre projets spéciaux de démobilisation et de réinsertion des enfants soldats approuvés en RDC ont démarré. Les organismes de protection de l’enfance concernés travaillent en étroite collaboration dans plusieurs provinces. En raison des retards causés par un malentendu relatif à la délivrance de documents de démobilisation, les commandants militaires n’ont pas laissé partir les enfants avant la fin du mois de mars 2004 dans la plupart des régions. Depuis, le nombre des enfants « libérés » reste peu élevé. Un accord provisoire a été conclu pour leur libération, mais les documents officiels de démobilisation restent à fournir. Durant le dernier trimestre, les seules activités significatives de démobilisation d’enfants ont été entamées dans la province de Maniema par CARE. La recherche des familles des enfants libérés est bien avancée dans la plupart des cas et la réunification a commencé. Les organismes s’attachent à créer des réseaux de proximité et des partenariats avec les ONG locales pour décider avec ces dernières des mesures à prendre dans le cadre des activités de réinsertion.
- Ouganda : Suite à l’approbation par le Comité ad hoc, en septembre 2003, d’une proposition de projet spécial soumise par le gouvernement pour les forces irrégulières qui choisissent de se rendre en application de l’Acte d’amnistie, la Banque mondiale a évalué les systèmes de gestion financière et de passation de marché de la Commission d’amnistie en janvier 2004. Ces évaluations ont mis en évidence la nécessité de prendre des mesures préparatoires et d’amender la proposition. A travers les services de trois consultants et de conseils directs, le Secrétariat du MDRP a aidé la Commission à finaliser la documentation du projet et à améliorer ses systèmes de gestion. La proposition a été resoumise au Secrétariat du MDRP en mars et transmise à la Banque mondiale pour approbation. Entre-temps, avec l’assistance des gouvernements danois et irlandais et le concours du PNUD, la Commission d’amnistie fournit une assistance à d’anciens rebelles qui ont regagné le pays en décembre et se réinstallent actuellement dans la province de West-Nile.

III Activités régionales

13. En février 2004, le Secrétariat du MDRP a organisé un voyage d’étude en Sierra Leone pour les représentants des programmes nationaux de démobilisation et de réinsertion afin qu’ils puissent tirer les leçons des stratégies et des efforts de réinsertion pour les anciens combattants. Des représentants des programmes nationaux de l’Angola, du Burundi, de la RCA, du Congo, du Rwanda et de l’Ouganda ont rencontré des membres des gouvernements, des institutions spécialisées des Nations Unies, des partenaires d’exécution, des organisations communautaires, ainsi que des anciens combattants démobilisés. Les participants ont identifié et examiné les points clés qui se dégagent de la conception, de l’orientation et de l’exécution du programme et noté ces observations pour en tenir compte dans les programmes nationaux. Un rapport sur le voyage d’étude a été distribué aux partenaires (et sera prochainement disponible sur le site web du MDRP). Un rapport séparé pour chaque pays, indiquant les meilleurs moyens d’intégrer les

observations qui s’appliquent plus particulièrement au programme national, est annexé à ce rapport.

IV Gestion du programme

Gestion et coordination du programme

14. Tous les membres du Secrétariat du MDRP ont participé à une retraite organisée dans la région de Washington du 21 au 23 janvier pour permettre :

- Au nouveau responsable du MDRP de se familiariser avec les priorités du programme et les défis à surmonter durant le prochain trimestre ;
- Au Secrétariat d’examiner :
 - Les principes et les hypothèses sur lesquels repose le MDRP, à la lumière des activités menées à ce jour ;
 - Les instruments mis en place pour opérationnaliser le concept et les partenariats du MDRP, et évaluer leur efficacité ;
 - Les questions de fond et de programmation du MDRP à aborder en 2004 et au-delà ;
 - Le plan de travail à établir pour assurer la bonne mise en œuvre des recommandations issues de la dernière réunion des partenaires du MDRP et des conclusions de la retraite.

15. À la fin du trimestre, le Secrétariat du MDRP a rendu visite à quatre partenaires (Belgique, Communauté européenne, Allemagne et Royaume-Uni) pour faire le point des progrès accomplis par le MDRP jusqu’à présent et discuter des questions restant à régler. Le voyage a été organisé de façon à coïncider avec la réunion mensuelle du groupe Afrique de l’Union européenne, au cours de laquelle le Secrétariat a fait une présentation et répondu aux questions des pays membres sur le MDRP. Des réunions de suivi avec ces partenaires et les autres bailleurs de fonds du Fonds fiduciaire sont prévues mi-avril.

16. Le Secrétariat du MDRP est en train de préparer la quatrième réunion semestrielle des partenaires qui doit se tenir à Bruxelles les 13 et 14 mai 2004. Le Secrétariat du MDRP présentera aux partenaires un point de situation sur les progrès accomplis à ce jour, et les participants examineront plusieurs questions de nature thématique, ainsi que les questions propres à chaque pays, et le plan d’activités prévu pour les mois à venir, y compris les mesures à prendre pour donner suite aux recommandations faites par les partenaires durant la réunion.

17. Au cours du trimestre, une coordination régulière s’est poursuivie au Burundi, au Rwanda, en Ouganda et en RDC, tandis qu’en Angola la première réunion des principaux partenaires du programme DDR a été organisée et animée par l’IRSEM.

Personnel

18. Le Secrétariat finalise le processus de recrutement de trois collaborateurs supplémentaires sur le terrain pour la RDC et le Burundi, tel qu’approuvé par le Comité du Fonds fiduciaire du MDRP lors de la réunion des partenaires à Kinshasa.

Administration et dépenses du Fonds fiduciaire

19. Durant le trimestre à l'étude, les recettes du Fonds fiduciaire du MDRP ont atteint 65 millions de dollars, dont 1,4 million de dollars de revenu des placements et une contribution impayée de l'Allemagne de 1,3 million de dollars (voir l'annexe 2). Le montant total des décaissements effectués à la fin du trimestre est de 17,8 millions de dollars pour les programmes nationaux, les projets spéciaux, les activités régionales, la gestion du programme et les frais administratifs. Les engagements en cours s'élèvent à 19,2 millions de dollars (11,7 millions de dollars pour le programme national du Rwanda et 7,5 millions de dollars pour les projets spéciaux en Angola et en RDC).

V Plan de travail pour le prochain trimestre

20. Durant les trois prochains mois (avril à juin 2004), les travaux du Secrétariat du MDRP et du Programme seront centrés sur les thèmes généraux suivants. On trouvera en Annexe 3 un plan de travail plus détaillé pour le Secrétariat.

- *Programmes nationaux* : suivre de près le démarrage des projets et finaliser l'accord de don du Fonds fiduciaire à l'appui du programme national de l'Angola ; entamer rapidement l'exécution du programme national au Burundi et renforcer le SIG et le système de suivi et d'évaluation ; continuer à appuyer le renforcement des activités de suivi et d'évaluation ainsi que les stratégies de réinsertion au Rwanda ; fournir un appui aux activités poursuivies par la Banque mondiale en vue de l'entrée en vigueur des programmes nationaux en RDC et en RCD ; et évaluer les paramètres proposés pour le programme de la République du Congo.
- *Projets spéciaux* : prendre les mesures nécessaires pour entamer les activités en temps utile en RDC ; finaliser les accords de don avec l'UNICEF/NY pour les projets au Burundi et en RDC ; continuer à superviser la mise en œuvre des activités en Angola ; examiner la proposition soumise par la Commission ougandaise d'amnistie ; et mettre en place un système de suivi pour les rapports d'étape et de gestion financière des projets spéciaux.
- *Activités régionales* : travailler avec les gouvernements de la RDC, du Congo, du Burundi et du Rwanda ainsi qu'avec les acteurs internationaux concernés pour fournir une aide au rapatriement des combattants étrangers.
- *Gestion du programme* : recruter et mettre en place le personnel nouveau en RDC et au Burundi ; tenir la prochaine réunion des partenaires et en préparer le compte rendu ; élargir la participation du MDRP dans les forums pertinents (par ex., Groupe Afrique de l'Union européenne) et accroître la fréquence des visites au siège des partenaires.

Annexe 1 : État d'avancement des propositions de projets spéciaux (au 31 mars 2004)

	<i>Organisme/pays d'où émane la proposition</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Examen du CAH*</i>	<i>Resoumission de la proposition</i>	<i>Budget approuvé (USD)</i>	<i>État d'avancement général des accords juridiques</i>	<i>Décaissement des fonds</i>	<i>État d'avancement des opérations</i>
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	1. Save the Children/R-U	Appui à la réunification et à la réinsertion des enfants soldats en RDC	février 2003	avril 2003	2 456 178	Accord de don signé en octobre 2003.	Première tranche de USD 963, 000 décaissée en mars 2004.	Une clause de paiement rétroactif de 10 % a été approuvée pour permettre d'entamer les activités
	2. Comité int. de secours	Évaluation de la situation et projets pilotes de démobilisation et de réinsertion des enfants soldats dans les provinces Orientale, N. Katanga et Maniema	février 2003	mars 2003	6 989 340	Accords de don signés en octobre 2003.	Première tranche de USD 2 million décaissée en janvier 2004.	Réception du premier rapport de situation.
	3. IFESH							
	4. CARE							
	5. PNUD/ Gov. RDC	Redressement communautaire et réinsertion des anciens combattants dans l'Est du Congo	février 2003	mai 2003	5 000 000	Accord de don signé en novembre 2003.	Première tranche de USD 2,8 millions décaissée en janvier 2004.	Premier rapport d'exécution en préparation. Doit être soumis le 31 mars 2004.
	6. PNUD	Mécanisme de réaction rapide	juin 2003	juillet 2003	4 629 870	Accord de don signé en novembre 2003.	Première tranche de USD 3,2 millions décaissée en janvier 2004.	Premier rapport d'exécution en préparation. Doit être soumis le 31 mars 2004.
	7. Croix-Rouge belge	Renforcement des capacités et fourniture d'un appui au programme de prévention du recrutement, de démobilisation et de réinsertion des enfants associés aux forces armées	juillet 2003 ; septembre 2003	août 2003	2 157 754	Programme approuvé par la Banque mondiale. Accord de don en cours.		Une clause de paiement rétroactif de 20 % a été approuvée pour permettre d'entamer les activités.
	8. UNICEF	Programme de prévention du recrutement, de démobilisation et de réinsertion des enfants associés aux forces armées.	octobre 2003	novembre 2003	4 996 927	Préparation de la proposition pour approbation par la Banque mondiale. Accord de don en cours de négociation.		

MDRP – Rapport d'étape – janvier à mars 2004

	<i>Organisme/pays d'où émane la proposition</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Examen du CAH*</i>	<i>Resoumission de la proposition</i>	<i>Budget approuvé (USD)</i>	<i>État d'avancement général des accords juridiques</i>	<i>Décaissement des fonds</i>	<i>État d'avancement des opérations</i>
ANGOLA	9. PNUD (en partenariat avec l'OIT et la FAO)	Proposition conjointe de projet spécial à l'appui de la réinsertion des soldats démobilisés en Angola	mars 2003	avril 2003	4 336 483	Accord de don signé en août/septembre 2003.	Première tranche de USD 2,5 millions décaissée en octobre 2003. Deuxième tranche de USD 674 000 décaissée en janvier 2004.	Les activités de réinsertion économique, de renforcement des services homologues nationaux et de passation de marchés portant sur les intrants agricoles pour la prochaine saison ont démarré.
BURUNDI	10. UNICEF	Proposition de projet spécial à l'appui de la démobilisation, de la réinsertion et de la prévention du recrutement d'enfants soldats	juin 2003	août 2003	3 607 498	Proposition approuvée par la Banque mondiale. Accord de don en cours de négociation.		
UGANDA A	11. Commission d'amnistie	Rapatriement, réhabilitation et réinsertion des « Reporters » en Ouganda	novembre 2003	janvier 2004	3 632 953	Recommandé pour approbation par le CAH. Soumis à la Banque mondiale pour approbation		
RCA	12. Gouv. RCA/PNUD	Projet spécial de démobilisation et de réinsertion des anciens combattants (remplacerait le programme national)	février 2004	février 2004	9 777 343	Recommandé pour approbation par le CAH. Soumis à la Banque mondiale pour approbation.		Une clause de paiement rétroactif de 10 % sera soumise avec la proposition pour permettre d'entamer les activités.

*CAH = Comité ad hoc local

Annexe 2 : Fonds fiduciaire du MDRP (TF 50574)

Etat financier non vérifié*

Catégories de recettes et décaissements	USD	
	au 31/03/04	au 31/12/03
1, Recettes à ce jour		
a. Contributions des bailleurs de fonds	63 632 904	62 361 925
- Belgique	10 992 483	10 992 483
- Canada	7 087 257	7 087 257
- Danemark	2 486 188	2 486 188
- Communauté européenne	10 916 000	10 916 000
- France	2 078 600	2 078 600
- Allemagne	2 282 248	1 011 270
- Italie	1 714 050	1 714 050
- Pays-Bas	10 352 188	10 352 188
- Norvège	3 533 070	3 533 070
- Suède	2 190 820	2 190 820
- Royaume-Uni	10 000 000	10 000 000
b. Revenu des placements **	1 430 465	1 290 202
Montant total reçu	65 063 368	63 652 128
2, Décaissements à ce jour		
a. Programmes nationaux	2 685 773	1 400 000
b. Projets spéciaux	12 165 652	2 538 356
c. Activités régionales	557 558	288 832
d. Gestion du programme ***	2 283 431	1 858 864
e. Frais administratifs du Fonds fiduciaire **	381 797	374 172
Montant total des décaissements	18 074 211	6 460 223
3, Solde du Fonds fiduciaire	46 989 157	57 191 904

* au 31/03/04

** Revenu des placements et frais administratifs au 04/01/04

*** Comprend la participation du Secrétariat du MDRP à l'administration du programme général et à la gestion des projets spéciaux

Annexe 3 : Plan de travail du MDRP : avril à juin 2004

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Commentaires</i>
A. Programmes nationaux				
• Angola	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Participer à l'atelier sur le lancement du projet ▪ Finaliser accord de don MDRP et autoriser le décaissement de la première tranche ▪ Organiser la mission d'appui à l'exécution 	avril 2004 avril 2004 fin juin 2004	Banque mondiale Gouvernement/MDRP/Banque mondiale Chef d'équipes de projet de la Banque mondiale	Le don de l'IDA est entré en vigueur le 2 mars
• Burundi	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entrée en vigueur du don de l'IDA ▪ Signature de l'accord avec le Fonds fiduciaire du MDRP ▪ Entamer les activités de démobilisation 	mai 2004 avril 2004 juin 2004	Gouvernement et Banque mondiale Gouvernement et Banque mondiale, avec la non-objection du Comité du Fonds fiduciaire Secrétariat exécutif de la NCDRR et AMIB	
• RCA	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finaliser l'accord de don avec le PNUD ▪ Finaliser les conditions d'entrée en vigueur ▪ Procéder au premier décaissement 	avril-mai 2004 mai 2004 mai-juin 2004	MDRP/Banque mondiale/PNUD PNUD Banque mondiale	
• Congo	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mission d'examen indépendant pour présenter les conclusions au groupe d'experts à Brazzaville ▪ Approbation du plan pour le programme national 	avril 2004 mai 2004	Partenaires du MDRP/ Gouvernement Bailleurs de fonds du MDRP	
• RDC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finalisation des documents de projet pour présentation au Conseil le 5 mai ▪ Préparation de la version préliminaire du Plan conjoint d'opérations ▪ Distribution de l'Annexe technique aux partenaires du MDRP ▪ Élaboration du Manuel de gestion financière ▪ Analyse et fourniture de l'assistance technique à la CONADER pour entamer les activités ▪ Approbation du plan national DDR par le gouvernement 	avril 2004 avril – mai 2004 avril 2004 mai-juin 2004 avril – juin 2004 avril 2004	Banque mondiale/Gouvernement CONADER/MDRP/Partenaires MDRP Gouvernement/Banque mondiale CONADER/MDRP/Banque mondiale/Partenaires Gouvernement	
• Rwanda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Renforcer les liens entre la RDRC, le gouvernement de la RDC et la MONUC ▪ Renforcer l'aide à la réinsertion 	En cours En cours	MDRP RDRC et CCT	
• Ouganda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Décisions sur la taille future des forces de défense populaires de l'Ouganda (UPDF) 	avril-juin 2004	Gouvernement	

MDRP – Plan de travail – avril à juin 2004

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Commentaires</i>
B. Projets spéciaux				
• Angola	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Évaluer les besoins de suivi de l'aide au secteur agricole ▪ Passation des marchés portant sur les outils pour les activités de formation ▪ Évaluer les progrès accomplis (dans le cadre de la mission de supervision) 	Avril 2004 avril-mai 2004 juillet 2004	FAO/Gouvernement PNUD Banque mondiale/MDRP	Distribution de 50 000 lots d'intrants agricoles en février/mars
• Burundi-UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finalisation/signature de l'accord de don ▪ Intégration des principales activités au DRRP national ▪ Finalisation du Plan conjoint d'opérations 	avril-mai 2004 avril-juin 2004 mai 2004	Banque mondiale / UNICEF NCDRR / UNICEF /autres parties prenantes du Gouv. de transition du Burundi Secrétariat du MDRP	
• RDC-Save the Children	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutenir l'exécution 	<i>En cours</i>	MDRP	
• RDC-Consortium ONG	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutenir l'exécution 	<i>En cours</i>	MDRP	
• RDC-PNUD Réinsertion communautaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutenir l'exécution 	<i>En cours</i>	MDRP	
• RDC-PNUD RRM	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutenir l'exécution 	<i>En cours</i>	MDRP	
• RDC-Croix-Rouge belge	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Finaliser et signer l'accord de don ▪ Décaisser les fonds 	avril 2004 mai 2003	Banque/MDRP/Croix-Rouge belge Banque mondiale	
• RDC-UNICEF	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Approuver le programme du projet ▪ Finaliser et signer l'accord de don ▪ Décaisser la première tranche 	avril 2004 mai 2004 mai 2004	MDRP, Banque mondiale Banque mondiale, UNICEF Banque mondiale	
• Ouganda	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Approbation de la première tranche ▪ Finaliser et signer l'accord de don ▪ Remplir les conditions d'entrée en vigueur ▪ Autoriser le décaissement de la première tranche 	avril 2004 mai 2004 mai-juin 2004 juin 2004	Secrétariat du MDRP / BM Banque mondiale/Gouvernement Commission d'amnistie Banque mondiale	
C. Activités régionales				
• Sensibilisation transfrontalière Rwanda-RDC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutenir la reprise des efforts pour mettre en œuvre la stratégie définie par les gouvernements de la RDC et du Rwanda 	En cours	Gouv. Rwanda, Gouv. RDC, MONUC, Secrétariat du MDRP	

MDRP – Plan de travail – avril à juin 2004

<i>Composantes</i>	<i>Actions prévues</i>	<i>Date butoir</i>	<i>Responsables</i>	<i>Commentaires</i>
• Réunion GCT	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Organiser la réunion du GTC à Bruxelles ▪ Proposer des possibilités d'échanges d'informations transfrontalières et élaborer un plan pour les activités convenues 	avril-mai 2004 juin 2004	Secrétariat du MDRP MDRP avec les partenaires	
<i>D. Gestion du programme</i>				
• Fonds fiduciaire MDRP	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Préparer une analyse de la répartition du financement entre le Fonds fiduciaire et l'IDA pour la réunion des partenaires ▪ Donner suite à la nouvelle proposition d'assistance de la BAD ▪ Donner suite aux autres contributions potentielles (Finlande, Portugal, Japon, etc.) 	avril 2004 avril-mai 2004 mai-juin 2004	Secrétariat du MDRP Secrétariat du MDRP Secrétariat du MDRP	
• Secrétariat MDRP	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Préparer et animer la réunion des partenaires ▪ Rédiger, traduire et distribuer le compte rendu de la réunion ▪ Recruter et mettre en place le personnel nouveau : <ul style="list-style-type: none"> ○ Au Burundi ○ À Kinshasa et Goma 	avril-mai 2004 mai-juin 2004 avril-mai 2004 mai-juin	Secrétariat du MDRP Secrétariat du MDRP Secrétariat du MDRP, BM	